

Recueil systématique de la réglementation communale de Val-de-Travers (RSVDT)



Table des matières

0 - 9

0	Administration
1	Sécurité publique
2	Enseignement – Formation
3	Culture – Loisirs – Sports
4	Santé
5	Prévoyance sociale
6	Trafic
7	Protection – Aménagement – Environnement

Réglementation spécifique par village :

	<i>1. Môtiers</i>
	<i>2. Couvet</i>
	<i>3. Travers</i>
	<i>4. Noiraigue</i>
	<i>5. Boveresse</i>
	<i>6. Fleurier</i>
	<i>7. Buttes</i>
	<i>8. St-Sulpice</i>
	<i>9. Les Bayards</i>
8	Economie publique
9	Finances et Impôts

0 Administration

01 Législatif et Exécutif

01.1.1 Règlement général de la commune de Val-de-Travers, du 17 mai 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 25 août 2021
Modifié par arrêté du Conseil général le 19 février 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 17 avril 2024

01.1.1.1 Arrêté du Conseil communal concernant les dicastères et les commissions, du 22 avril 2026
Modifié par arrêté du Conseil communal le 3 juin 2026

01.1.1.2 Arrêté du Conseil général concernant le statut du personnel communal, du 17 mai 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 18 août 2021

01.1.1.3 Arrêté du Conseil général concernant les fonctions communales incompatibles avec le mandat de membre du Conseil général, du 17 mai 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 18 août 2021
Modifié par arrêté du Conseil général du 27 septembre 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 1^{er} décembre 2021
Modifié par arrêté du Conseil général du 21 novembre 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 9 janvier 2023
Modifié par arrêté du Conseil général du 25 septembre 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 15 novembre 2023

01.1.1.4 Arrêté du Conseil communal concernant la nomination et l'assermentation du préposé au Contrôle des habitants, du 16 novembre 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 5 décembre 2022

01.2 Arrêté déclarant la commune de Val-de-Travers sans OGM, du 25 mars 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 17 juin 2013

01.3 Arrêté concernant la protection et l'utilisation des armoiries, du drapeau et des autres emblèmes de la commune, du 21 février 2024

01.4 Arrêté du Conseil communal concernant l'affichage politique, du 14 février 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 mai 2025

011 Conseil général

011.1 Arrêté du Conseil général concernant l'indemnité aux membres du Conseil général et aux partis politiques, du 23 septembre 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 20 novembre 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal le 20 juin 2025, sanctionné par le Conseil d'État le 27 août 2025

012 Conseil communal

012.1 Règlement sur le statut des Conseillers communaux, du 24 septembre 2018, sanctionné par le Conseil d'État le 3 décembre 2018

012.2 Règlement protocolaire de la commune de Val-de-Travers (protocole communal), du 19 mars 2025

012.3 Règlement du Conseil communal concernant l'organe de conduite régional du Val-de-Travers (OCRg), du 16 août 2023

- 012.4 Arrêté du Conseil communal concernant la non-applicabilité d'une disposition RTFP aux membres du Conseil communal, du 20 mars 2024
- 012.5 Arrêté du Conseil communal concernant les indemnités pour frais professionnels des membres du Conseil communal, du 3 décembre 2025

02 Administration générale

020 Administration communale

- 020.1 Arrêté déléguant au Conseil communal la compétence de fixer les frais et la procédure de rappel, du 16 février 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 22 avril 2009
- 020.1.2 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence en matière de procédures relevant de la législation sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 19 novembre 2025
- 020.2 Règlement du Conseil communal concernant la commission du personnel et la commission des cadres, du 25 novembre 2020
- 020.3 Arrêté du Conseil communal relatif aux émoluments perçus par les services de l'administration, du 30 septembre 2020, sanctionné par le Conseil d'État le 21 décembre 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 10 février 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 10 mars 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 17 mars 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 21 avril 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 23 juin 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 18 août 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 18 mai 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 22 juin 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 9 novembre 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 30 novembre 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 juin 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 23 août 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 décembre 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 22 janvier 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal le 8 mai 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 12 juin 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal le 22 mai 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 12 juin 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal le 30 octobre 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 20 janvier 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal le 22 janvier 2025, sanctionné par le Conseil d'État le 5 mars 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal le 29 avril 2026, sanctionné par le Conseil d'État le 3 juin 2026
- 020.4 Arrêté du Conseil général relatif aux professions pénibles, du 13 décembre 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 21 février 2011
- 020.4.2 Arrêté du Conseil communal concernant les horaires irréguliers, du 23 juin 2021

- 020.4.3 Arrêté du Conseil communal concernant les services de piquet rémunérés et non rémunérés, du 23 juin 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 5 avril 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 7 février 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 27 mars 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 12 novembre 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 3 décembre 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 4 mars 2026
- 020.4.4 Arrêté du Conseil communal concernant l'encadrement de la formation (en dérogation à l'art. 38a RTFP), du 15 juillet 2026
- 020.5 Arrêté du Conseil communal relatif à la communication publique, du 4 mars 2015
- 020.6 Arrêté du Conseil communal donnant procuration en matière de procédure pénale, du 14 février 2024
- 020.7 Arrêté du Conseil communal sur les évaluations salariales, du 30 septembre 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 27 octobre 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 8 février 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 mai 2025
- 020.8 Arrêté du Conseil communal sur la durée de travail des cadres, du 28 octobre 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 17 mars 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 30 juin 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 19 janvier 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 26 octobre 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 19 avril 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 18 octobre 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 3 juillet 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 4 septembre 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 5 février 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 11 juin 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 22 octobre 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 3 décembre 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 18 mars 2026
- 020.9 Arrêté du Conseil communal concernant la gestion de l'horaire de travail, du 28 octobre 2020
- 020.10 Arrêté du Conseil communal relatif à l'adhésion de la commune de Val-de-Travers à la convention du 1^{er} octobre 2009 relative à la constitution d'un service intercommunal d'archivage, du 3 avril 2019
- 020.11 Règlement du Conseil communal concernant la prévention et la gestion des conflits au sein de l'administration communale, du 17 avril 2019
- 020.12 Arrêté du Conseil communal relatif à la consommation d'alcool et aux autres substances diminuant la capacité de travail, du 18 décembre 2019
- 020.13 Arrêté du Conseil communal concernant les dispositions applicables cas de changement de fonction, du 7 juin 2023

- 029** ***Administration générale, divers***
- 029.1 Arrêté du Conseil général concernant la création d'une réserve de préfinancement pour l'assainissement de Prévoyance.ne, du 13 mai 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 14 août 2013
- 029.1.1 Arrêté du Conseil général concernant l'approvisionnement de la réserve de préfinancement pour l'assainissement de prévoyance.ne, du 19 mai 2014, sanctionné par le Conseil d'État le 10 septembre 2014
- 029.1.1.1 Arrêté du Conseil général concernant l'octroi d'une garantie des prestations de prévoyance.ne dues au personnel des entreprises affiliées à prévoyance.ne et dépendantes de la commune de Val-de-Travers, du 19 juin 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 23 septembre 2015
- 029.1.1.2 Arrêté du Conseil général concernant l'octroi d'une garantie des prestations de prévoyance professionnelle dues au personnel de CORA, du 25 septembre 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 15 novembre 2023

1 **Sécurité publique**

11 **Police**

113 ***Police locale***

- 113.1 Règlement général de police, du 30 septembre 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 2 décembre 2019
Modifié par arrêté du Conseil général du 17 mai 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 18 août 2021
Modifié par arrêté du Conseil général du 27 septembre 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 1^{er} décembre 2021
Modifié par arrêté du Conseil général du 12 décembre 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 20 février 2023
Modifié par arrêté du Conseil général du 16 juin 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 23 août 2023
Modifié par arrêté du Conseil général du 11 décembre 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 14 février 2024
- 113.1.1 Arrêté du Conseil communal concernant la circulation routière (Mesures hivernales), du 9 octobre 2019, approuvé par le service cantonal des ponts et chaussées le 14 octobre 2019, modifié par arrêté du Conseil communal du 6 septembre 2023, approuvé par le service cantonal des ponts et chaussées le 22 septembre 2023
- 113.1.4 Arrêté du Conseil communal donnant procuration de porter plainte et d'ordonner l'évacuation des véhicules et leur mise en fourrière, du 27 mai 2026
- 113.1.5 Règlement du Conseil communal relatif au foires, au marché hebdomadaire, au commerce itinérant et aux food trucks, du 14 décembre 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 22 janvier 2024
- 113.1.6 Arrêtés du Conseil communal assermentant des agents communaux en matière de sécurité de proximité,
 - du 2 septembre 2015,
 - du 6 octobre 2021,
 - du 4 septembre 2024

- 113.1.6.1 Arrêté du Conseil communal concernant la nomination des agents communaux de sécurité publique à un grade honorifique, du 12 juin 2024
- 113.1.7 Arrêté du Conseil communal concernant les prolongations particulières de l'horaire des établissements publics et des manifestations publiques, du 7 juin 2023
 - 113.1.7.1 *Arrêté du Conseil communal concernant la suspension temporaire de l'arrêté concernant les prolongations particulières de l'horaire des établissements publics et des manifestations publiques, du 9 juin 2021 (suspendu temporairement)*
- 113.1.9 Règlement du Conseil communal concernant le service des taxis, du 18 décembre 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 4 mars 2020
 - 113.1.9.1 Règlement du Conseil communal concernant le service des taxis ne stationnant pas régulièrement sur le territoire de la commune de Val-de-Travers, du 12 août 2020, sanctionné par le Conseil d'État le 31 août 2020
- 113.1.10 Arrêté du Conseil communal concernant les modalités d'attribution des autorisations de stationnement dans le village de Noiraigue, du 16 septembre 2020
- 113.1.11 Arrêté du Conseil communal relatif à la pratique de l'aéromodélisme, du 16 septembre 2020
- 113.1.12 Arrêté du Conseil communal concernant la délégation aux dicastères et aux services de l'administration communale, du 5 février 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 3 février 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 20 octobre 2021
- 113.1.13 Règlement du Conseil communal concernant les modalités d'utilisation et de gestion des parkings du Midi et du site Dubied à Couvet, du 9 août 2023
- 113.1.14 Arrêté du Conseil communal les grades honorifiques du service de sécurité de proximité et de prévention incendie, du 3 mars 2021
- 113.1.15 Arrêté du Conseil communal concernant les jours et heures des cérémonies funèbres, du 19 mai 2021
- 113.1.16 Arrêté du Conseil communal concernant les zones de vidéosurveillance, du 6 octobre 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 16 février 2022
- 113.1.17 Arrêté du Conseil communal concernant l'interdiction de la vaisselle plastique à usage unique, du 26 octobre 2022
 - 113.1.17.1 Arrêté du Conseil communal concernant l'interdiction de la vaisselle plastique à usage unique durant l'Abbaye de Fleurier, du 26 octobre 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 22 avril 2026
- 113.1.18 Arrêté du Conseil communal concernant les stationnements pour les véhicules habitables et les habitations mobiles, du 26 mars 2025, sanctionné par le Conseil d'Etat le 29 avril 2025
- 113.2 Règlement relatif à la section des auxiliaires de circulation, du 23 mai 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 19 octobre 2022

- 113.2.1 Arrêté du Conseil communal relatif à la section des auxiliaires de circulation de la commune de Val-de-Travers, du 9 novembre 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 30 novembre 2022

14 Police du feu

140 Police du feu de Val-de-Travers

- 140.1 Règlement sur la défense et la prévention contre les incendies et les éléments naturels, ainsi que les secours du 15 mai 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 19 février 2024
- 140.1.1 Arrêté du Conseil communal concernant la rémunération et les amendes du service de défense incendie et de secours du Val-de-Travers (SDIS), du 22 décembre 2021,
Modifié par arrêté du Conseil communal du 6 septembre 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 décembre 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 20 novembre 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 27 août 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 11 février 2026
Modifié par arrêté du Conseil communal du 22 avril 2026
- 140.1.2 Arrêté du Conseil communal concernant la rémunération des membres de la commission de police du feu (CPF), du 28 septembre 2022
- 140.1.3 Règlement concernant la prévention et la gestion des conflits au sein du service de défense incendie et de secours du Val-de-Travers, du 1^{er} février 2023
- 140.1.4 Règlement du Conseil communal relatif au service de défense incendie et de secours du Val-de-Travers du 26 juin 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal le 26 mars 2025
Modifié par arrêté du Conseil communal du 27 août 2025
- 140.3 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence en matière de prévention contre les incendies, du 10 juillet 2024
- 140.4 Arrêté du Conseil communal concernant l'interdiction d'utiliser des engins pyrotechniques de divertissement lors de la Fête nationale à Môtiers, du 24 juin 2026

2 Enseignement – Formation

21 Écoles publiques

210 Ecole obligatoire

- 210.1 Règlement du Conseil d'établissement scolaire du « Cercle scolaire de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau du Val-de-Travers », du 4 mai 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 12 août 2009
Modifié par arrêté du Conseil général du 24 octobre 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 23 janvier 2012
- 210.1.1 Arrêté du Conseil général relatif à l'acceptation des fonds provenant des anciennes commissions scolaires, du 26 avril 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 2010

- 210.1.3 Arrêté du Conseil général relatif à la restitution des avoirs des comités d'école, du 25 septembre 2017, sanctionné par le Conseil d'État le 20 décembre 2017
- 210.1.4 Règlement du Conseil communal relatif aux comités d'école, du 30 mai 2018
- 210.2 Règlement général de l'Ecole Jean-Jacques Rousseau Val-de-Travers, du 4 juin 2018, sanctionné par le Conseil d'État les 12 juin 2019 et 4 novembre 2019
- 210.2.1 Arrêté du Conseil communal relatif au financement des activités scolaires et extrascolaires, du 19 août 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 7 juillet 2021
- 210.2.2 Arrêté du Conseil communal concernant la délégation de compétences en matière de pouvoir décisionnel de la direction du Cercle scolaire du Val-de-Travers, du 19 août 2020
- 210.3 Règlement relatif aux transports des enfants dits « de la montagne », du 2 avril 2012, sanctionné par le Conseil d'État le 20 juin 2012
- 210.4 Arrêté du Conseil communal concernant la répartition des attributions entre le Conseil communal et la direction de l'école, du 25 janvier 2023

3 Culture – Loisirs – Sports

30 Culture

300 Bibliothèque

- 300.1 Règlement du Conseil communal relatif au service de prêt de la bibliothèque communale, du 15 février 2017

311 Musées

- 311.1 Arrêté du Conseil général relatif au mandat de prestations pour la Maison de l'Absinthe, du 21 janvier 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 10 juin 2013
- 311.1.1 Arrêté du Conseil général concernant le renouvellement du mandat de prestations avec la Maison de l'Absinthe, du 16 juin 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 16 août 2023

35 Autres loisirs

350 Manifestations

- 350.2 Arrêté du Conseil communal sur les biens culturels de la commune de Val-de-Travers concernant l'acquisition et la gestion d'œuvres destinées à enrichir le patrimoine culturel et à l'encouragement des activités culturelles et artistiques par le biais de la commission du patrimoine et des arts, du 7 février 2012
- 350.3 Règlement du Conseil communal relatif à la commission culturelle, du 10 juin 2026

39 Églises

390 *Paroisse protestante*

390.1 Arrêté du Conseil général relatif à la légalisation de la réserve temple, du 26 avril 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 2010

4 Santé

46 Service médical des écoles

461 *Soins dentaires*

461.1 Arrêté du Conseil général relatif au subventionnement des soins dentaires, du 30 mars 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 3 juin 2009

5 Prévoyance sociale

54 Protection de la jeunesse

540 *Crèche communale*

540.1 Règlement du Conseil communal relatif à l'accueil extrafamilial (pré- et parascolaire), du 10 septembre 2025

544 *Protection de la jeunesse*

544.2 Règlement du Parlement des Jeunes, du 23 septembre 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 20 novembre 2024

58 Action sociale

581 *Part communale à l'aide sociale*

581.1 Arrêté du Conseil général relatif à la légalisation de la réserve prestations sociales extraordinaires, du 26 avril 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 2010

581.2 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence de signer individuellement des actes traités par le Guichet social régional (GSR) Val-de-Travers, du 3 juillet 2024

59 Actions d'entraide

591 *Actions d'entraide à l'étranger*

591.1 Règlement sur l'aide humanitaire et la coopération au développement, du 11 avril 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 27 juin 2011

6 Trafic

62 Routes

620 Routes communales

- 620.1 Arrêté du Conseil général relatif à l'abrogation du règlement concernant l'exécution et la réfection de fouilles, du 12 mars 2018, sanctionné par le Conseil d'État le 28 mai 2018
- 620.50 Arrêté du Conseil général fixant la redevance pour l'usage du domaine public par les conduites industrielles du 11 décembre 2023, sanctionné par arrêté du Conseil d'État du 14 février 2024

7 Protection – Aménagement – Environnement

70 Eau

700 Approvisionnement en eau

- 700.1 Règlement de distribution de l'eau potable, du 15 mai 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 23 août 2023
- 700.2 Arrêté du Conseil communal relatif au calcul des intérêts imputés au service de l'eau potable, du 16 décembre 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 25 janvier 2016

71 - 710 Protection des eaux

- 710.1 Règlement d'application du plan général d'évacuation des eaux, du 26 octobre 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 25 janvier 2010
- 710.1.1 Arrêté du Conseil général fixant la taxe d'épuration, du 22 juin 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 7 juillet 2009
- 710.2 Règlement relatif aux zones « S » de protection, du 15 février 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 27 juin 2011
- 710.2.1 Arrêté du Conseil général relatif à l'adoption des plans et du règlement des zones de protection des eaux – captages de la Longeaigue, des Lacherelles, du Synclinal de Riau, du puits de Comblémine et de la nappe des Cornées, du 15 février 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 27 juin 2011
- 710.3 Arrêté du Conseil communal relatif au calcul des intérêts imputés au service de l'épuration, du 16 décembre 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 25 janvier 2016
- 710.3.1 Arrêté du Conseil communal relatif à la constitution d'un fonds de l'assainissement, du 16 décembre 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 25 janvier 2016

72 Traitement des déchets

720 *Ramassage et incinération des déchets*

- 720.1 Règlement relatif à la gestion des déchets, du 26 octobre 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 22 décembre 2009
Modifié par arrêté du Conseil général le 27 septembre 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 1^{er} décembre 2010
Modifié par arrêté du Conseil général le 24 octobre 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 11 janvier 2012
Modifié par arrêté du Conseil général le 9 décembre 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 9 mars 2014
- 720.1.1 Arrêté du Conseil général relatif à la taxe des déchets, du 24 octobre 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 11 janvier 2012
Modifié par arrêté du Conseil général le 19 juin 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 23 septembre 2015
Modifié par arrêté du Conseil général le 16 décembre 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 4 mars 2020
- 720.1.1.1 Arrêté du Conseil communal concernant la taxe des déchets, du 8 décembre 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 10 janvier 2022
Modifié par arrêtés du Conseil communal, les 5 octobre et 7 décembre 2022, sanctionnés par le Conseil d'État le 8 mars 2023
- 720.1.1.2 Arrêté du Conseil communal concernant l'assermentation des collaborateurs communaux en matière de gestion des déchets, du 4 décembre 2024
- 720.1.1.3 Arrêté du Conseil communal relatif aux déchets encombrants ménagers, du 1^{er} avril 2014, sanctionné par le Conseil d'État le 28 avril 2014
- 720.1.1.4 Arrêté du Conseil communal concernant les déchets de manifestations, du 22 février 2023
- 720.1.1.6 Arrêté du Conseil communal concernant l'assermentation des collaborateurs communaux en matière de gestion des déchets, du 2 avril 2025
- 720.1.1.7 Arrêté du Conseil communal concernant l'assermentation des collaborateurs communaux en matière de gestion des déchets, du 3 juin 2026

74 – 740 Cimetière

- 740.1 Arrêté du Conseil général relatif à la légalisation de la réserve columbarium, du 26 avril 2010, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 2010

79 – 790 Aménagement

Les dispositions contenues dans les règlements d'urbanisme, de construction ou d'aménagement des villages traitant de la protection des eaux, eaux usées, eau et énergie, déchets sont abrogées par la nouvelle réglementation prise par la commune de Val-de-Travers.

- 790.1.1 Règlement des constructions du village de Môtiers, du 29 septembre 2003
- 790.1.1.1 Règlement d'aménagement du village de Môtiers, du 19 juin 1995, sanctionné par le Conseil d'État le 8 novembre 1995
Modifié par arrêté du Conseil général le 24 avril 2006, sanctionné par le Conseil d'État le 16 août 2006
Modifié par arrêté du Conseil général le 30 octobre 2006, sanctionné par le Conseil d'État le 17 janvier 2007 (zone d'ancienne localité)
Modifié par arrêté du Conseil général le 30 octobre 2006, sanctionné par le Conseil d'État le 17 janvier 2007 (secteur concerné : arrières de la Grande Rue ouest)
Modifié par arrêté du Conseil général le 17 décembre 2012, sanctionné par le Conseil d'État le 25 mars 2013
Modifié par arrêté du Conseil général le 25 mars 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 3 juillet 2013
- 790.1.2 Règlement de construction du village de Couvet, du 27 novembre 1981, sanctionné par le Conseil d'État le 25 janvier 1982
- 790.1.2.1 Règlement d'aménagement du village de Couvet, du 5 avril 1991, sanctionné par le Conseil d'État le 22 avril 1992
Modifié par arrêté du Conseil général du 31 octobre 1991, sanctionné par le Conseil d'État le 22 avril 1992
Modifié par arrêté du Conseil général du 29 septembre 1995, sanctionné par le Conseil d'État le 20 novembre 1995
Modifié par arrêté du Conseil général du 19 mars 2004, sanctionné par le Conseil d'État le 9 mars 2005
Modifié par arrêté du Conseil général du 10 décembre 2007, sanctionné par le Conseil d'État le 26 mai 2008
Modifié par arrêté du Conseil général du 7 mai 2012, sanctionné par le Conseil d'État le 1^{er} octobre 2012
Modifié par arrêté du Conseil général du 10 septembre 2012, sanctionné par le Conseil d'État le 19 décembre 2012
- 790.1.3 Règlement de construction du village de Travers, du 27 janvier 1997, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 1997
- 790.1.3.1 Règlement d'aménagement du village de Travers, du 18 décembre 1995, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 1997
Modifié par arrêté du Conseil général du 27 janvier 1997, sanctionné par le Conseil d'État le 23 juin 1997
Modifié par arrêté du Conseil général du 25 juin 2007, sanctionné par le Conseil d'État le 5 novembre 2007
Modifié par arrêté du Conseil général du 12 mars 2018, sanctionné par le Conseil d'État le 17 août 2018
- 790.1.4 Règlement des constructions du village de Noiraigue, du 29 novembre 1975, sanctionné par le Conseil d'État le 25 juin 1976
- 790.1.4.1 Règlement d'aménagement du village de Noiraigue, du 27 octobre 1999, sanctionné par le Conseil d'État le 15 décembre 2004
Modifié par arrêté du Conseil général du 5 mai 2008, sanctionné par le Conseil d'État le 8 décembre 2008
Abroge les articles 1-2 ; 4-6 ; 8-12 ; 33-43 ; 45-53 ; 119 du règlement des constructions du village de Noiraigue, du 25 juin 1976
Modifié par arrêté du Conseil général du 23 mai 2022, sanctionné par le Conseil d'État le 14 septembre 2022

- 790.1.5 Règlement de construction du village de Boveresse, du 4 mars 1976, sanctionné par le Conseil d'État le 26 mars 1976
- 790.1.5.1 Règlement d'aménagement du village de Boveresse, du 3 mai 1995, sanctionné par le Conseil d'État le 16 août 1995
Modifié par arrêté du Conseil général du 2 juillet 1998, sanctionné par le Conseil d'État le 12 août 1998
Modifié par arrêté du Conseil général du 6 juin 2006, sanctionné par le Conseil d'État le 12 octobre 2006
Modifié par arrêté du Conseil général du 6 juin 2006, sanctionné par le Conseil d'État le 20 décembre 2006
Modifié par arrêté du Conseil général du 2 juin 2008, sanctionné par le Conseil d'État le 15 octobre 2008
Modifié par arrêté du Conseil général du 25 mars 2013, sanctionné par le Conseil d'État le 3 juillet 2013
Abroge les articles 1-13 ; 25-28 ; 44-77 ; 85 ; 101-102 ; 105 ; 126 al. 2 du règlement d'aménagement du 4 mars 1976, sanctionné par le Conseil d'État le 26 mars 1976
Modifié par arrêté du Conseil général du 12 mars 2018, sanctionné par le Conseil d'État le 17 août 2018
- 790.1.6 Règlement d'aménagement du village de Fleurier, du 15 février 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 10 juin 2013
- 790.1.7 Règlement d'urbanisme du village de Buttes, du 13 mars 1980, sanctionné par le Conseil d'État le 20 août 1980
- 790.1.7.0 Règlement d'urbanisme du village de Buttes zone des gravières, du 6 juillet 1983, sanctionné par le Conseil d'État le 12 octobre 1983
- 790.1.7.1 Règlement d'aménagement du village de Buttes, du 24 septembre 1993, sanctionné par le Conseil d'État le 6 février 1995
Modifié par arrêté du Conseil général le 26 septembre 2003, sanctionné par le Conseil d'État le 17 décembre 2003
Abroge les articles 1-2 ; 7-9 ; 14-16 ; et 101-148 du règlement d'urbanisme du 13 mars 1980, sanctionné par le Conseil d'État le 20 août 1980
Modifié par arrêté du Conseil général le 21 juin 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 25 septembre 2019
Modifié par arrêté du Conseil général le 7 décembre 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 4 mars 2026
- 790.1.8 Règlement d'urbanisme du village de St-Sulpice, du 8 mars 1976, sanctionné par le Conseil d'État le 13 avril 1976
- 790.1.8.1 Règlement d'aménagement du village de St-Sulpice, du 26 octobre 1990, sanctionné par le Conseil d'État le 9 janvier 1991
Modifié par arrêté du Conseil général du 9 décembre 1994, sanctionné par le Conseil d'État le 30 janvier 1995
Modifié par arrêté du Conseil général du 20 août 1999, sanctionné par le Conseil d'État le 23 février 2000
Modifié par arrêté du Conseil général du 30 octobre 2008, sanctionné par le Conseil d'État le 9 mars 2009
Abroge les articles 101 à 152 du règlement d'urbanisme du 8 mars 1976, sanctionné par le Conseil d'État le 13 avril 1976
- 790.1.9 Règlement d'urbanisme du village des Bayards, du 9 novembre 1976, sanctionné par le Conseil d'État le 16 novembre 1994

- 790.1.9.1 Règlement d'aménagement du village des Bayards, du 5 juillet 1994, sanctionné par le Conseil d'État le 16 novembre 1994
Modifié par arrêté du Conseil général du 25 septembre 1995, sanctionné par le Conseil d'État le 8 novembre 1995
Modifié par arrêté du Conseil général du 19 août 2002, sanctionné par le Conseil d'État le 25 septembre 2002
Modifié par arrêté du Conseil général du 8 juillet 2005, sanctionné par le Conseil d'État le 14 septembre 2005
- 790.3.2 Arrêté du Conseil communal concernant le prélèvement au fonds « Taxes d'équipement », du 19 février 2025, sanctionné par le Conseil d'État le 20 août 2025
- 790.4 Arrêté du Conseil général relatif à l'uniformisation des émoluments et taxes administratives en matière de permis de construire, du 4 mai 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 12 août 2009
- 790.5 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence de signer individuellement des actes notariés relatifs à des transactions immobilières, du 3 juillet 2024
- 790.6 Arrêté du Conseil communal déléguant les compétences relatives à l'émission de préavis concernant les permis de construire, du 14 février 2024
- 790.7 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence en matière de contrôle des constructions, du 16 octobre 2024
- 790.8 Arrêté du Conseil général concernant la perception et la répartition des contributions et des taxes d'équipement, du 19 mai 2025, sanctionné par le Conseil d'État le 14 janvier 2026

8 Economie publique

80 – 801 Agriculture

- 801.2 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence de gérer les baux agricoles communaux, du 14 février 2024
- 801.3 Règlement des drainages agricoles, du 14 mars 2016, sanctionné par le Conseil d'État le 12 août 2016
- 801.4 Arrêté relatif à l'abrogation du règlement communal d'affermage des terres et domaines agricoles, du 6 mai 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 21 août 2019

81 – 812 Sylviculture

- 812.1 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence relative à l'exploitation forestière courante, du 14 février 2024
- 812.2 Arrêté du Conseil communal relatif à l'attribution de débrosses dans les forêts communales, du 1^{er} avril 2020
- 812.3 Arrêté du Conseil communal déléguant la compétence d'autoriser l'installation de pièges photographiques sur les parcelles communales, du 11 mars 2026

85 – 850 Industrie, artisanat et commerce

850.1 Arrêté du Conseil communal concernant les ouvertures tardives des magasins, du 3 juin 2026

86 – 860 Énergie

860 *Énergie électrique*

860.1 Arrêté du Conseil communal en matière de distribution électrique, du 13 décembre 2017, sanctionné par le Conseil d'État le 31 janvier 2018

860.2 Règlement relatif à l'exécution de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL), du 25 janvier 2017, et la création d'un fonds communal pour l'énergie, du 4 juin 2018, sanctionné par le Conseil d'État le 10 septembre 2018

860.2.1 Règlement du Conseil communal concernant l'utilisation du fonds communal pour l'énergie, du 28 juin 2023, sanctionné par le Conseil d'État le 4 septembre 2023

860.3 Arrêté du Conseil communal concernant l'illumination des façades, des vitrines, des terrains de sport et des enseignes ainsi que les réclames lumineuses, du 14 juin 2023

863 *Chauffage à distance Couvet*

863.1 Règlement général de distribution de chaleur des chauffages à distance communaux, du 19 février 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 22 avril 2024
Modifié par arrêté du Conseil général le 19 mai 2025, sanctionné par le Conseil d'Etat le 22 octobre 2025

9 Finances et Impôts

90 - 900 Impôts

900.2 Arrêté du Conseil général concernant la fixation du coefficient d'impôt communal, du 25 septembre 2023

900.3 Arrêté du Conseil général relatif à la création d'une réserve de préfinancement pour le passage au principe d'échéance, du 19 juin 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 23 septembre 2015

900.4 Arrêté du Conseil général relatif à la création d'une réserve de politique conjoncturelle, du 19 juin 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 23 septembre 2015

900.5 Arrêté du Conseil général relatif à l'impôt foncier, du 16 décembre 2019, sanctionné par le Conseil d'État le 4 mars 2020

900.6 Arrêté du Conseil communal concernant la taxe des chiens, du 15 janvier 2020, sanctionné par le Conseil d'État le 4 mars 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal le 23 juin 2021, sanctionné par le Conseil d'État le 18 août 2021

92 Péréquation financière

921 Contributions reçues

- 921.1 Arrêté du Conseil général concernant l'aide à la fusion, du 30 mars 2009, sanctionné par le Conseil d'État le 3 juin 2009
- 921.2 Arrêté du Conseil général relatif à la dissolution de la réserve processus de fusion, du 12 décembre 2011, sanctionné par le Conseil d'État le 9 mai 2012

94 Gérance de la fortune et des dettes

940 Gérance fortune et dettes

- 940.1 Règlement des finances, du 7 décembre 2015, sanctionné par le Conseil d'État le 17 février 2016
- 940.11 Arrêté du Conseil général donnant l'autorisation générale d'emprunter, du 14 décembre 2009
- 940.12 Arrêté du Conseil communal déléguant les compétences relatives aux crédits d'investissements, du 26 octobre 2010
- 940.13 Arrêté du Conseil général concernant la nomination de l'organe de révision pour les exercices 2025 à 2027, du 15 décembre 2025
- 940.14 Arrêté du Conseil communal concernant le visa des pièces comptables justificatives, du 28 janvier 2026

943 Gérance des immeubles

- 943.1 Règlement du Conseil communal relatif à l'exploitation des salles et des locaux communaux, du 25 octobre 2023
- 943.2 Arrêté du Conseil communal fixant les tarifs pour la location des salles et des places communales, du 30 septembre 2020
Modifié par arrêté du Conseil communal du 22 décembre 2021
Modifié par arrêté du Conseil communal du 10 août 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 2 novembre 2022
Modifié par arrêté du Conseil communal du 10 mai 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 28 juin 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 14 décembre 2023
Modifié par arrêté du Conseil communal du 8 mai 2024
Modifié par arrêté du Conseil communal du 25 mars 2026
- 943.3 Règlement du Conseil communal relatif aux jardins communaux, du 17 juillet 2024

96 Administration de la fortune et de la dette

963 Biens-fonds du patrimoine financier

- 963.1 Règlement de la réserve d'entretien du patrimoine financier communal, du 9 décembre 2024, sanctionné par le Conseil d'État le 29 janvier 2025
- 963.1.1 Arrêté du Conseil communal concernant la réserve d'entretien du patrimoine financier communal du 12 février 2025